



Au moment où la sphère patronale camerounaise est animée par la "fusion" Gicam-Ecam, The Okweliens, (un think do tank, Ndlr) présidé par Jacques Jonathan Nyemb, lance à Yaoundé, un cycle d'ateliers sur la refondation du Patronat camerounais. Le premier atelier y afférent a eu lieu hier, 30 mai 2023, sous le thème : « Repenser le dialogue Etat-secteur privé ». Plusieurs experts du monde économique y ont pris part parmi lesquels, Alexandre Francis Sanzouango, ancien directeur du cabinet du président du Groupement inter patronal du Cameroun (Gicam), Célestin Tawamba, Claude Abate ou encore Jean Pierre Kedi, l'ancien directeur de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité en abrégé (Arsel)

Dans un climat empreint de pédagogie et d'idées prospectives, les participants sont d'accord sur un point : il est urgent de reformer le milieu des affaires en réinventant l'entreprise de demain pour mieux développer le pays car les chiffres ne rassurent pas. « Aujourd'hui, notre économie traverse une crise profonde. Pour relever un fait simple, en se référant à la SND30, il est prévu que pour assurer la croissance et la transformation structurelle de son économie, le Cameroun devra augmenter son taux de croissance annuel (PIB) de 4,5% à 8,1% en moyenne sur la période 2020-2030. Cela est une sonnette d'alarme quant à la situation actuelle mais surtout une prise de conscience de ce que l'entreprise est l'avenir du Cameroun et de sa jeunesse. Et, seul un Patronat refondé – c'est-à-dire plus inclusif, collaboratif et innovant – permettra d'œuvrer efficacement à réinventer l'entreprise de demain et faire émerger les champions nationaux camerounais dont nous avons tant besoin pour bâtir une économie

prospère », souligne Jacques Jonathan Nyemb, le président du “Think do tank” The Okwelians.

Le secteur privé semble mal à l’aise

Sur le terrain, les experts soulignent que le dialogue Etat-secteur privé n’est pas optimal. Ce déficit de dialogue n’est pas exclusivement la volonté politique de l’Etat ; mais aussi des entreprises. « La question du dialogue est fondamentale. Le secteur privé semble mal à l’aise avec le format de dialogue utilisé jusqu’ici. L’Etat lui-même a besoin d’un secteur privé fort », précise Jean Pierre Kedi. Le malaise est profond. « Les entrepreneurs ont besoin des financements et des mesures de mise à niveau. Dans notre pays, certaines informations sont souvent compliquées à avoir. C’est ce qui freine l’évolution. Avec le taux de chômage élevé et le manque d’emploi, on pousse les jeunes vers l’entrepreneuriat... », explique Joel Sikam directeur général de Fisco sarl.

Au regard du contexte économique national et international, la refonte du patronat camerounais est une urgence souligne Claude Abate, président du Mouvement des entreprises du Cameroun (Mecam). « Il faut refonder le patronat. Il est vraiment nécessaire de repenser ce dialogue. Plus de 80% de nos entreprises sont des petites et très petites entreprises. Les grandes entreprises ne représentent pas les 2% des milliers d’entreprises que compte notre pays », souligne-t-il. Pour bâtir un secteur privé fort capable de défendre les intérêts de tous, le secteur privé doit changer de paradigme, indique Jacques Jonathan Nyemb.

Le Jour

Après Yaoundé, ce cycle d’ateliers va se poursuivre jusqu’au mois de septembre à travers le pays. La conférence de restitution des données ou recommandations est annoncée pour septembre à Douala.